



HAL
open science

Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie.

Cécile Perret, Bélaïd Abrika

► **To cite this version:**

Cécile Perret, Bélaïd Abrika. Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie.. XXXèmes Journées du développement ATM 2014, Ethique, entrepreneuriat et développement, Université Cadi Ayyad, Marrakech, 29-31mai 2014., May 2014, Marrakech, France. halshs-01055087v1

HAL Id: halshs-01055087

<https://shs.hal.science/halshs-01055087v1>

Submitted on 11 Aug 2014 (v1), last revised 1 Dec 2015 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie.

Résumé

Des organisations informelles sont créées en l'absence d'institutions formelles fortes ou en cas de manque de confiance dans les institutions. Le capital social structurel civil informel, comme par exemple le système de gouvernance traditionnel des villages kabyles, peut alors se substituer au capital social structurel gouvernemental. Le mode d'organisation traditionnel kabyle, fondé sur un certain nombre de valeurs (démocratie, entraide...), privilégie les liens de type *bonding* qui caractérisent des relations de communautaire. Mais, cet état de fait ne tend-il pas vers une « fermeture relationnelle » qui pourrait avoir un impact négatif sur la dynamique territoriale ? Cet article montre, grâce au traitement d'une enquête originale sur la confiance, que cela ne semble pas être le cas.

Mots clefs : Lien social, capital social, confiance, gouvernance territoriale, Kabylie, Algérie

Social capital, trustworthiness and territorial development. An applied study in Kabylia.

Abstract

As numerous economists and anthropologists underline it, informal organizations are created in the absence of strong formal insitutions or in the case of lack of trustworthiness. Informal civil structural social capital, as the traditional villages governance system in Kabylia, can then be substituted to the governmental structural social capital. This traditionnal organization, based on values such as mutual aid, equality, democracy... favors the bonding ties wich characterize community relations. Can this situation engender a "relational closure" wich could have a negative impact on territorial dynamics? This research brings into light, thanks to an original survey administrated in Tizi Ouzou, that it doesn't seem to be the case.

Key Words : Social ties, social capital, trustworthiness, territorial governance, Kabylia, Algeria

Cécile PERRET, Maître de conférences, IUT de Chambéry, Campus scientifique, Savoie Technolac, 73 376 Le Bourget du Lac.

Cecile.perret@univ-savoie.fr

Belaïd ABRIKA, Maître de conférences, Université Mouloud Mammeri, 15 000 Tizi-Ouzou (Algérie)

abrikamazigh@yahoo.fr

Introduction

Les liens particuliers qui unissent les acteurs d'un territoire peuvent être examinés à la lumière du concept de capital social qui s'inscrit dans trois types de relations : intergroupe, intragroupe et environnementale. Concernant cette dernière dimension, il est clair que les Kabyles ont un rapport particulier à leur terre qu'ils appellent *tamurt imazighen* et dont ils se transmettent l'histoire émaillée de rébellions.

Si le capital social désigne les normes et les valeurs qui régissent l'action collective, une capacité à se lier (Alexis de Tocqueville parlait de l'art de l'association) alors il est aussi l'expression de la territorialité des sociétés. En Kabylie, cette capacité à se lier est exacerbée. Bourdieu lui-même n'écrivait-il pas qu'en Kabylie à « l'imperfection des techniques répond une perfection hyperbolique du lien social, comme si la précarité de l'ajustement à l'environnement naturel trouvait contrepoids dans l'excellence de l'ajustement social [...] » (Bourdieu, 1958 réédité en 2012, 12) ? En outre, la gouvernance informelle des villages kabyles est toujours fondée sur l'intensité des liens horizontaux (familiaux, tribaux) et sous-tendue par un certain nombre de valeurs qui concourent à la solidarité de la communauté : l'*lherma* (l'honneur), le *nif* (l'amour propre, l'orgueil), *timizza* (l'entraide, le bénévolat) et *tirugza* qui représente les valeurs associées à un homme de parole, à un homme digne de confiance.

Dasgupta (2010, 47) soutient que le développement de la confiance entre les Hommes, clef de la coopération, est la condition au progrès économique. Il retient une définition restrictive du capital social comme « des réseaux entre les personnes dont les membres développent et maintiennent la confiance entre eux pour tenir leurs promesses à travers l'application mutuelle des accords » et montre que, s'il est convenablement dirigé, le capital social peut permettre le maintien de la confiance (Dasgupta, 2010, 50). *A contrario*, s'il est mal dirigé, il peut entraver le développement voire faire régresser l'économie. Dans les sociétés de tradition orale, la notion de confiance prend une acuité particulière car elle conditionne certaines transactions réalisées sans contrat formel.

Notre socialisation nous prédispose à obéir à un certain nombre de normes qu'elles soient morales, sociales ou personnelles. « Assez souvent, la disposition à être honnête [ou confiant] sera envers les membres de certains groupes particuliers (clans, voisins ou groupe ethnique), et non autres » (Dasgupta, 2012, 55). Cet état de fait est particulièrement intéressant à étudier dans des pays composés de subcultures différentes comme en Algérie.² Ces subcultures, qui ont bien évidemment un fond culturel commun, vont se différencier essentiellement par leur capital social civil. Dans ce travail de recherche, nous nous concentrons sur la subculture des Monts de Kabylie dont le taux d'homogénéité de la population est élevé (Mercure *et al.*, 1997, 29).

Ceci un fois posé, notre questionnement est multiple : la « valeur confiance » est-elle toujours aussi importante aujourd'hui en Kabylie ? Quel est son impact sur le développement des villages ? Et enfin, la confiance intra-communautaire ne peut-elle pas au contraire entraîner un renfermement communautaire nuisible au développement ? Afin de répondre à ces questionnements, cet article présente dans une première partie le concept polysémique de capital social (Bourdieu, 1980...) dont nous distinguons les différentes dimensions. Une discussion sur la nature du lien social nous permet de compléter l'analyse en caractérisant la qualité des liens dans la structure sociopolitique des villages kabyles. Les travaux de Sirven (2000) nous amènent ensuite à traiter les propriétés de substituabilité ou de complémentarité des différentes formes de capital social. Dans la seconde partie, nous revenons sur la notion de confiance en tant que valeur encastree. La typologie établie par Laurent (2012) nous permet de préciser le sens de ce terme avant d'analyser le lien entre la confiance et le développement (Putnam, 1993, Dasgupta, 2010...). Les travaux de Fukuyama (1995) et de Dasgupta (2010) nous amènent à souligner l'encastrement culturel de la confiance. Enfin, notre troisième partie présente les résultats d'une enquête originale sur la confiance administrée dans la wilaya³ de Tizi-Ouzou.

1. Le capital social : un concept polysémique

¹ Le *nif* désigne une vertu capitale en Kabylie : l'amour propre d'une personne et aussi l'orgueil, le point d'honneur... qui rend son possesseur digne de considération et de respectabilité. Celui (ou celle) qui a le *nif* est capable de riposter à tout ce qui peut mettre en cause *lherma* (Lacoste-Dujardin, 2005, 260).

² Selon Mercure *et alii* (1997, 26), huit subcultures peuvent être recensées: Zone côtière, Hauts plateaux, Steppe, Sud, Monts de Kabylie, Monts des Aurès, Tlemcen, Maghnia-Sebdou et M'Zab. Le taux d'homogénéité culturelle, qui compare le lieu de résidence et l'origine culturelle du père, montre que c'est l'aire des Monts de Kabylie qui est la plus homogène (Mercure *et alii* (1997, 29)).

³ Nous noterons wilaya pour parler de la zone géographique et Wilaya pour parler de l'institution (préfecture) .

1.1. Les principales conceptions du capital social

Weber faisait déjà remarquer dans son ouvrage posthume *Économie et société*⁴ publié en 1921 que l'Homme dispose de ressources symboliques en sus des ressources économiques et des ressources politiques. Si le concept de capital social a tout d'abord été associé à une utilité strictement individuelle, il s'est rapidement rattaché à des préoccupations plus collectives comme la gouvernance et le développement des communautés.

Bourdieu (1980, 2), pour qui « le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'éléments qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles », en a une assez vision instrumentale. Les individus investissent stratégiquement en capital social dans la perspective d'en retirer un bénéfice. C'est également un héritage qui constitue « un attribut du groupe ou du réseau social auquel appartient l'individu » (Kamanzi *et al.*, 2007, 129). Il peut devenir un instrument de domination, étant à la fois l'effet et la cause de l'institution sociale et des inégalités de classes dans une société traversée de rapports sociaux (Barret et Solo Maciel, 2004).

Coleman (1988) fait, lui, référence aux obligations, aux responsabilités, aux attentes, aux normes et aux relations de confiance dont un individu jouit auprès des autres personnes d'un réseau auquel il adhère volontairement. Le capital social a deux fonctions principales : il permet de faire circuler l'information et d'accéder à des opportunités et il permet un contrôle des actions individuelles (par exemple échanger sans contrat formel dans une communauté particulière). Il souligne également que les ressources privées qu'un individu retire de la valorisation de son capital social ont des répercussions au plan macroéconomique.

Enfin, Putnam (1995, 2000) recentre l'analyse sur la qualité des relations et la confiance. Le capital social favorise l'action collective et la coopération : au sein d'un groupe « irrigué » par des réseaux de relations interpersonnelles, des attitudes de confiance générale entre les membres et des normes de réciprocité qui facilitent l'action collective vont se développer (Houard et Jacquemain, 2006, 8).

Le lien social peut donc devenir un capital s'il est organisé (structuré en réseau) et valorisé.

1.2. Dimensions subjective et objective du capital social

Une autre typologie du capital social distingue sa dimension subjective (valeurs, normes...) de sa dimension objective (structures des réseaux). Ces différences d'approches se retrouvent dans la distinction entre le capital social cognitif, c'est-à-dire les processus mentaux des individus, les valeurs, *etc.* qui prédisposent les agents à la coopération et le capital social structurel, c'est-à-dire les organisations dans lesquelles ils agissent (Uphoff, 2000). Les organisations d'acteurs peuvent émaner de l'État ou directement de la société civile, ce que Collier (1998) résume par la distinction entre capital social gouvernemental et capital social civil. Le croisement de ces deux visions permet de dresser une typologie de la nature concrète du capital social à la manière de Sirven (2000) (Tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1 - Nature concrète du capital social

Nature du capital social	Capital social structurel	Capital social cognitif
Capital social civil	Associations, ONG... ou comités de village en Kabylie	Normes, valeurs et croyances, esprit d'association et de solidarité, confiance...
Capital social gouvernemental	Institutions ou organisations mises en place par l'État ou le secteur public	Lois, régime politique...

1.3 Lien social fermé / lien social ouvert

⁴ Weber, M., 1971, *Économie et société*, Paris, Plon.

Les liens dits « fermés », *bonding ties* selon la terminologie de la Banque mondiale (2000), sont les liens de type familiaux, ethniques, etc. tandis que les liens dits « ouverts » sont ceux que l'on trouve entre deux collègues, des amis éloignés, etc. Le renferment dans des réseaux familiaux ou ethniques limite les ressources en capital social disponibles et, nuisant au développement des relations « ouvertes », peut avoir des effets négatifs (Bucolo 2004, 71). Tout le problème est de savoir à partir de quel niveau les liens affectifs peuvent devenir un obstacle. Pourquoi dans certaines sociétés ces liens sont plus forts que dans d'autres ? L'histoire, la culture des populations, les conditionnements socioéconomiques et politiques déterminent « l'intensité » des réseaux (Bucolo, 2004, 71).

En Kabylie, les liens de type *bonding* sont primordiaux car « la place d'unité sociale et politique qu'occupe la famille se justifie par une vision profonde de la vie en société » (Adli, 2010-b, 20). Les membres de la communauté villageoise sont animés par l'esprit du « vivre ensemble » en respectant les normes morales et sociales communautaires. Un dicton précise d'ailleurs « *Akhdhem aken khedmen meden* » que l'on pourrait traduire par « ne déroge pas aux normes du village ».

Les liens de type *linking* caractérisent des interactions entre des agents de statuts différents (par exemple entre personnes de deux ethnies différentes). Ces liens verticaux se caractérisent par des transactions de réciprocité qui obligent à la poursuite des échanges et une fréquence élevée peut amener à une convergence des représentations (Angeon, Caron et Lardon, 2006, 10).

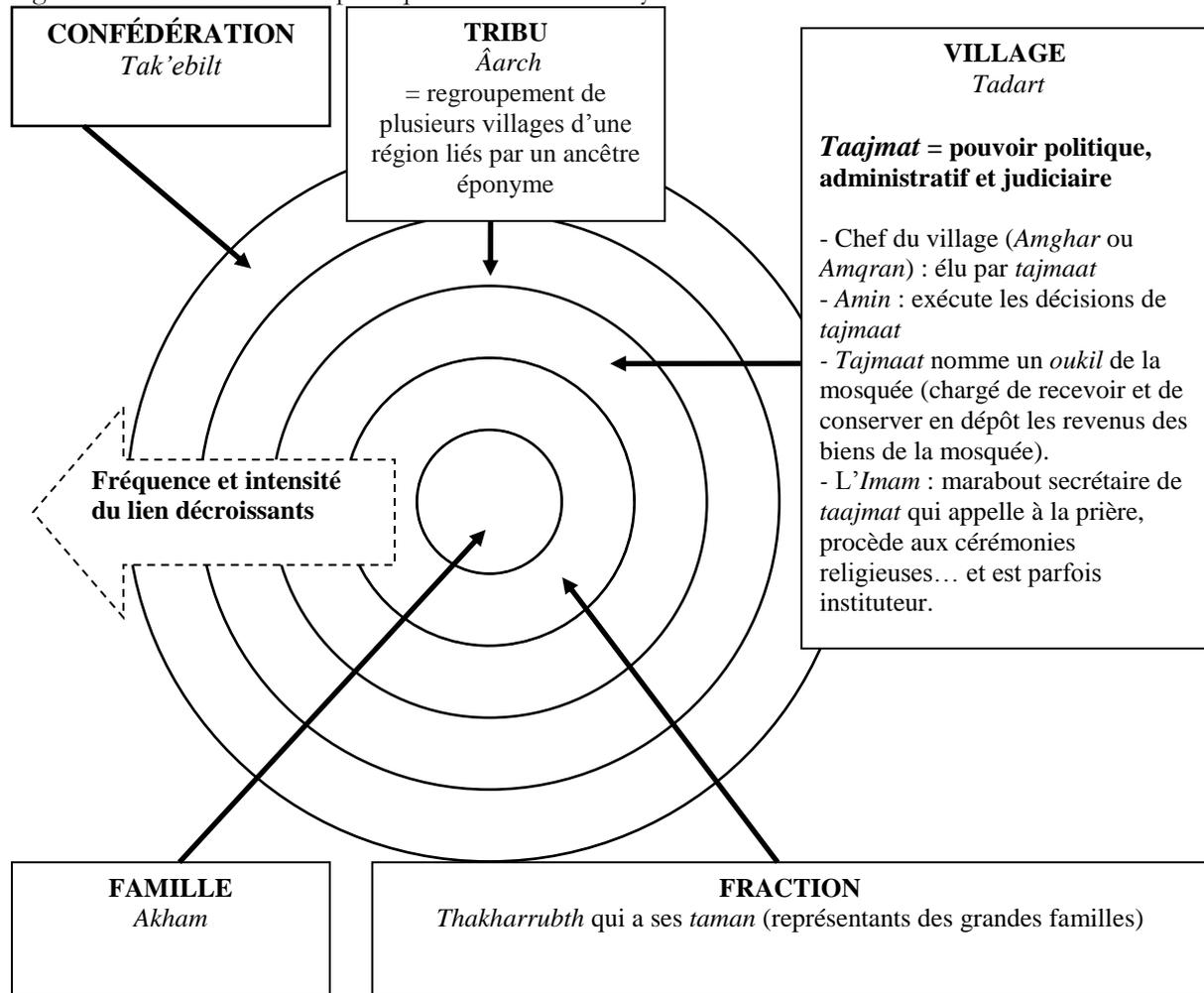
Enfin, les liens de type *bridging* lient des agents distants géographiquement ou bien le lien n'est pas activé en permanence (Angeon, Caron et Lardon, 2006, 13). Les liens entre les villageois et les émigrés du village pourraient être caractérisés de cette façon, bien que l'on sache qu'il existe une intensité réelle des communications entre les deux (appels téléphoniques réguliers, voyages au pays...). Ces liens sont essentiels au développement des villages car ils permettent à la fois circulation des techniques, des idées et d'abonder à la caisse du village qui permet la mise en œuvre de travaux collectifs (pavage d'une rue...).

1.3. L'importance des liens horizontaux dans l'organisation traditionnelle de la société kabyle

La plus forme d'organisation traditionnelle berbère la plus répandue chez les sédentaires est une « sorte de république villageoise » (Camps, 2007, 297) qui comporte une assemblée du village appelée *taajmat*. Le chef du village est élu annuellement par les membres de *tajmaat* composée des représentants des familles qui peuplent le village (ce sont les *taman*). Les *taman* veillent au respect de la loi du village (*lqanoun tadart*) et à la bonne gestion des projets d'utilité collective et des conflits internes au village. Les sanctions qui sont prévues par *lqanoun tadart* peuvent, au-delà des simples amendes, aller jusqu'à la mise en quarantaine ou au bannissement d'un citoyen qui est alors condamné à l'errance⁵. L'organisation traditionnelle des villages pourrait être représentée par une série de cercles concentriques partant de la famille pour aller vers la confédération de tribus, les liens de solidarité et leur fréquence étant d'autant plus relâchés que l'on s'écarte du centre (cf. figure 1 ci-dessous).

⁵ Si une autre communauté accueille l'errant, elle lui confie des besognes déclassées et il est logé à l'écart de la communauté. Sa conduite doit être irréprochable mais il reste un « corps-étranger-accepté » dans la nouvelle société. On lui accordera le droit à se marier avec une femme dont personne ne veut, l'obligeant ainsi à une « œuvre d'utilité publique » (« Mise en quarantaine, répudiation et "condamnation à l'exil" en Kabylie », Rachid C., 19 janvier 2014 (<http://www.kabyleuniversel.com/2014/01/19/mise-en-quarantaine-repudiation-et-condamnation-a-lexil-en-kabylie/> [consulté le 28 février 2014])).

Figure 1. - La structure sociopolitique traditionnelle kabyle



Cheikh Mohand⁶ identifie les fondements de la société kabyle comme étant *taajmat*, la valeur de l'effort et l'importance de la fratrie (Adli, 2010-b, 47-48). Les décisions de *taajmat* s'appliquent à tous les domaines de la vie suivant *Lqanoun tadart* qui est fondée sur l'égalité des droits et des devoirs de l'ensemble des citoyens du village et qui repose essentiellement sur la famille, plus petite unité sociale et politique du village (Adli, 2010-a, 181 et 186-187). Aujourd'hui, *Lqanoun tadart* est formalisée dans le règlement intérieur du village (RI) composé d'une série d'articles et *tajmaat* est couramment appelée comité⁷ de village (CV). Le RI du village d'Akaoudj⁸ (tribu Akbil, confédération des Ath Menguellet, Aïn El Hammam) dont la dernière modification remonte à septembre 2009 est ainsi composé de 90 articles. À Akaoudj, le CV n'a pas encore été déclaré sous forme associative comme c'est souvent le cas aujourd'hui.

Les CV continuent comme autrefois à gérer les conflits internes au village et à réaliser des projets d'intérêt général (construction d'une fontaine, de canalisations...) grâce au travail collectif et à la caisse du village. À titre d'illustration, la caisse du village d'Akaoudj est alimentée par les cotisations symboliques mensuelles par tête (10 DA, soit environ 10 centimes d'euro au cours officiel) des 479 membres du village (il n'y a que 181 résidents permanents mais les émigrés font toujours partie du village à partir du moment où ils cotisent), des dons et, en cas de projet d'utilité collective important une contribution minimale obligatoire peut être demandée. Le budget 2014 d'Akaoudj est de 400 000 DA. Les règles du travail collectif sont explicitées dans le RI ainsi que les amendes en cas de manquement : toute absence est sanctionnée d'une amende de 800 DA (article 59)... Les villages kabyles sont également caractérisés par la persistance de la

⁶ Poète kabyle (1836 – 1901).

⁷ L'appellation comité de village serait un héritage de la période socialiste sous la présidence de Boumedienne (1965-1978). Dans les environnements urbains, on parle de comités de quartier.

⁸ Concernant ce village, nous remercions la famille Ould Abdeslam ainsi que Rabah Aït El Houcine, chef du village en avril 2014, pour leurs indications précieuses.

tiviza qui est un travail bénévole réalisé pour la communauté ou par solidarité à l'égard de ceux qui ont besoin d'aide (personnes âgées, infirmes...).

Dans le cas des systèmes de gouvernance traditionnelle des villages ayant encore cours en Kabylie, nous pourrions parler, à l'instar de Sirven (2003), d'un capital social informel qui est un ensemble de ressources accessibles grâce à des réseaux pouvant s'établir au sein d'entités informelles qui vont engendrer des obligations qui reposent sur des règles, des normes, des traditions de réciprocité...

1.4. Substituabilité ou complémentarité du capital social civil au capital social gouvernemental

Il peut y avoir complémentarité entre capital social civil et capital social gouvernemental si les critères de bonne gouvernance sont respectés (on pourrait retenir comme indicateur l'indice de perception de la corruption (IPC)) car la mise en place de liens avec la société civile favorise la cohésion sociale (Sirven, 2004, 136). Mais, même en cas de bonne gouvernance, lorsque la société est formée de groupes bien différenciés un danger peut apparaître car le clan le plus puissant peut s'accaparer les structures étatiques. En Algérie, l'IPC est faible⁹ et, de fait, la confiance en l'État est faible ce qui peut expliquer en partie le recours à des liens communautaires. Lorsque le fonctionnement de l'État est mauvais ou qu'il est absent de certaines régions, la société est en conflit avec elle-même et la situation peut également dégénérer... jusqu'à la guerre civile. Une informalisation importante de l'économie ou l'organisation de la société civile peut alors pallier cette absence. En Kabylie, comme d'ailleurs dans tout le reste de l'Algérie, l'économie est largement informelle et la société civile est caractérisée par une longue tradition d'organisation des villages et de lien social. Sirven (2004, 137) présente plusieurs situations (voir Tableau 2).

⁹ Un indice faible montrant une très forte corruption.

Tableau 2 – Cas types

Capital social gouvernemental	Faible	Fort
Capital social civil		
Faible	(II) ← - - - Société en conflit avec elle- même 	- - - (I) Exclusion, accaparement des structures gouvernementales...
Fort	▼ (III) - - - Informalisation de l'économie...	- - - (IV) → Bonne gouvernance, cohésion sociale, bien-être économique...

Il y a substitution du capital social civil au capital social gouvernemental dans les cas (II) et (III) et complémentarité dans les cas (I) et (IV). Comme nombre d'économistes et d'anthropologues l'ont souligné, des organisations informelles sont créées en l'absence d'institutions formelles fortes (Woolcock, 2001 : 13). L'organisation des villages kabyles a non seulement permis de pallier les défaillances de l'État et financer des projets locaux de développement (Perret et Abrika, 2013) mais a aussi « contribué à maintenir le lien social malmené par plus d'une décennie de guerre civile et de crise économique » (Direche-Slimani, 2006 : 183).

2. La confiance, une valeur encadrée comme support au développement local

2.1. Retour sur la notion de confiance

La difficulté à bien cerner le terme de confiance est peut-être qu'il recouvre différentes acceptions : la confiance de base (*familiarity*) qui est un état plus ou moins inconscient (cela a toujours été ainsi...), la confiance au sens large (*confidence*) qui se manifeste sur un arrière-fond de confiance de base (on n'est pas sûr de l'issue mais on s'attend à un résultat positif) et la confiance au sens vrai du terme (*goodwill trust*) qui commence où la calculabilité et le contrôle s'arrêtent (Schuller, 2004, 9). La plupart des chercheurs sont cependant d'accord sur quelques prérequis à l'établissement d'une relation de confiance : le risque, l'interdépendance (si celui qui fait confiance (*trustor*) a normalement l'initiative de la relation de confiance, celui à qui il fait confiance (*trustee*) a le pouvoir d'honorer ou pas la confiance donnée) et enfin la vulnérabilité (le *trustor* espère que le *trustee* honore sa confiance). À l'instar de Schuller, nous pouvons également écrire que « la question de la confiance se pose différemment si l'on part de l'hypothèse que l'homme est plutôt égoïste, rationnel ou de l'hypothèse admettant qu'il est un être guidé par des considérations [...] ». En Kabylie, la notion de parole donnée est primordiale. Traditionnellement, « c'est par le dit et ses métaphores, la loyauté, la bravoure, la science et la connaissance et la valeur du serment et de la parole donnée que l'homme peut prétendre au qualificatif de riche » Adli (2010, 18). Ce sont ces valeurs immatérielles (*Tirugza*) qui définissent l'*argaz* (*tabargazt* au féminin), terme qui recouvre un homme de parole, courageux ou honnête.

Pour Éloi Laurent (2012, 4), la confiance peut se construire selon diverses modalités (familiarité, habitude, calcul et culture) et compter divers degrés. Il distingue deux cas de « vraie confiance » (entre les personnes et envers les institutions), deux cas de « fausse confiance » (la confiance en l'avenir qui est de l'optimisme et la confiance en soi qui est de l'estime de soi) et une « vraie-fausse » confiance (la confiance généralisée).

2.2. La confiance et le développement

L'intensité des liens de proximité entre acteurs est souvent présentée comme un élément discriminant du développement. Putnam, dans son ouvrage intitulé *Making democracy work* publié en 1993, remarque que

les gouvernements¹⁰ du Nord de l'Italie ont mieux réussi économiquement que ceux du Sud de l'Italie. Pour expliquer cette différence, il se concentre sur la « communauté civique » (engagement civique, égalité politique, solidarité sociale, confiance, tolérance, importance de la vie associative) dans laquelle baigne chacun de ces gouvernements régionaux. Selon lui, si l'Italie du nord s'est plus développée que l'Italie du sud c'est grâce à une meilleure dotation en capital social. La citoyenneté dans la communauté civique, qui est traversée par « des relations horizontales de réciprocité et de coopération et non par des relations verticales d'autorité et de dépendance » (Thiébaud, 2003, 344), implique l'égalité des droits et des obligations pour tous. Les indicateurs retenus par Putnam pour évaluer le civisme de la vie régionale sont la qualité de la vie associative, la lecture de la presse et la participation aux référendums et aux votes. En Kabylie, plus que le nombre d'associations, c'est certainement la persistance et l'implication des villageois dans les CV qu'il conviendrait de prendre en compte. D'autre part, en Kabylie, l'abstention aux élections est, contrairement à ce que l'intuition pourrait laisser croire, souvent le signe d'un engagement fort dans la communauté de ce territoire qui signale par ce comportement la méfiance qu'elle éprouve envers les institutions de l'État (peur d'élections « truquées »...).

Dans une recherche sur la Russie, Rose (en 2000) a montré qu'en l'absence de l'État, les leaders d'organisations telles que les églises, les clubs, les partis politiques... se mobilisent pour offrir les biens publics manquants (*in* Fafchamps, 2007, 12). En Kabylie ce sont les comités de village. Pour Arrow, si l'étude des liens sociaux est intéressante, le terme de capital social, lui, est sujet à controverse. Le terme de capital suppose la durée dans le temps, des sacrifices délibérés au présent pour des bénéfices futurs et l'aliénabilité (Arrow, 1999, 4). Or, pour lui, l'essence des relations sociales est qu'elles sont construites pour d'autres raisons que leur valeur économique (Arrow, 1999, 3), ce qui met en doute la deuxième condition. Solow adopte la même position en écrivant que le capital social est « un ensemble d'éléments comme la confiance, la volonté et la capacité à coopérer et se coordonner, l'habitude de contribuer à l'effort commun même si personne ne regarde » (Solow, 1999, 7). Plus que de capital social, c'est plutôt de modèle de comportement (« behavior pattern ») qu'il faut selon lui discuter. Dasgupta (2010) va dans le même sens en écrivant que c'est le développement de la confiance entre les personnes qui conditionne le développement économique. Le capital social, qu'il définit comme les « réseaux entre les personnes », peut établir et maintenir la confiance. Mais s'il est mal dirigé ou s'il opère dans un mauvais milieu, il peut au contraire entraver le développement économique. Ainsi, des réseaux denses n'améliorent pas forcément la situation économique globale, du moins pas dans le long terme (Gambetta, 1993 *in* Dasgupta, 2010, 49). En Algérie, la solidarité sociale est souvent de nature informelle, elle existe à travers la famille au sens large et les réseaux personnels appelés « la connaissance » (on entend fréquemment des expressions du type « j'ai de la connaissance » dans telle ou telle administration, « je vais faire appel à ma connaissance »...). Cette « connaissance » peut d'ailleurs parfois se rapprocher du « *dark side* » puisqu'elle est aussi utilisée pour obtenir des passe-droits (pour ouvrir rapidement une ligne téléphonique...).

Dasgupta (2010, 50) définit la confiance « dans le sens très large d'une personne nourrissant des attentes exactes concernant les promesses d'autres personnes [...] y compris les cas où les promesses sont implicites en vertu des normes coutumières de la communauté ». Selon lui, pour que les institutions jouent un rôle dans le développement, il est nécessaire que les membres de la communauté aient confiance les uns envers les autres. La confiance peut être étudiée à plusieurs niveaux. Au sein de la famille, elle réside dans le fait que chacun est concerné par le bien-être de l'autre, dans des relations de proximité c'est la réputation qui permet son maintien et dans le cadre de relations impersonnelles elle est essentiellement maintenue par des règles de droit. Dans ce dernier cas, la confiance est déplacée au niveau de celui qui détient le pouvoir de coercition, au niveau des institutions. Pour Dasgupta, dans le cas où l'institution (l'État) n'a pas été digne de confiance par le passé, il est très difficile et long de renverser les croyances. Les échanges vont alors se développer au niveau personnel.

2.3. Confiance et culture

L'attitude de confiance envers autrui a-t-elle des caractéristiques sociales et culturelles particulières ? Dans son ouvrage *Trust* (publié en 1995), Francis Fukuyama explique qu'au sein de structures sociales, la confiance réciproque entre les Hommes (la confiance est pour lui liée aux traditions religieuses et culturelles), le capital social et la réussite économique capitaliste vont de pair et conditionnent l'avènement

¹⁰ En 1970 l'Italie avait créé des gouvernements locaux dans ses 20 régions et leur avait transféré certaines fonctions du gouvernement central (Thiébaud, 2003 : 342).

de la démocratie et le bonheur collectif (Naves, 2003, 477). Fukuyama souligne également le rôle de la dimension culturelle et du fonctionnement harmonieux de la société civile dans la réussite économique et la solidité politique. Une société où l'individualisme finit par primer sur la solidarité pourrait alors décliner. Une société de confiance fortement pourvue en capital social serait, elle, capable de s'auto-organiser pour satisfaire des objectifs politiques et économiques communs. En résumé, selon Fukuyama et en dehors de toute considération sur le rôle de l'État, certaines traditions (la religion, la famille, les solidarités communautaires) seraient à l'origine de la bonne ou de la mauvaise santé du capital social et de la confiance d'une société (Naves, 2003, 481). Le rôle de la solidarité familiale, que Fukuyama souligne (certaines communautés familiales seraient plus propices que d'autres au développement économique), est très intéressant dans le cas de la Kabylie qui nous concerne ici. En effet, la famille a un rôle prépondérant dans la création d'entreprises à partir du moment où le financement des petites entreprises est la plupart du temps familial. La communauté d'appartenance dans un sens plus large (village, ville, wilaya...) peut également avoir son importance. Ainsi, la fierté d'appartenir à un territoire qui se développe peut parfois expliquer une certaine entraide (échanges sur les techniques...) entre les entrepreneurs (Perret, 2012, 62). Dans quels environnements sociaux la confiance peut-elle se développer ? Selon Dasgupta (2010, 53-54) au moins dans les cas d'affection mutuelle (les membres d'une famille qui se préoccupent les uns des autres) et dans le cas de disposition pro-sociale, par exemple une culture commune qui modèle les préférences, les attentes et les comportements.

3. La confiance en Kabylie, une approche empirique

Afin d'avoir une idée plus fine des différentes formes de confiance ou de l'optimisme (ou du pessimisme) ambiant en Kabylie, nous avons élaboré un questionnaire inspiré de celui du World Values Survey¹¹. Nous avons notamment posé des questions sur les valeurs auxquelles les répondants sont attachés, sur leur niveau de confiance envers les personnes ou les institutions, sur la perception de la corruption, sur leur optimisme ou pessimisme et enfin quelques questions nous permettant d'analyser un éventuel enfermement communautaire qui pourrait nuire à la création d'entreprises et à la dynamique territoriale. Le questionnaire en ligne a été administré auprès d'étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou directement en salle informatique.¹² Il a également circulé *via Internet* en dehors de l'Université. Dans cet article, nous avons retenu 182 personnes dont les questionnaires sont suffisamment documentés et dont les parents vivent dans la wilaya de Tizi Ouzou. Sur ces 182 personnes (dont 118 hommes), 84 sont des étudiants. Quelles sont les valeurs auxquelles ces 182 individus attachent de l'importance ? Lorsque nous leur avons demandé de choisir dans une liste les 3 valeurs auxquelles ils accordent le plus d'importance, la confiance est la valeur la plus fréquemment citée (127 citations soit 69,8% des répondants), suivie de l'amour (99 citations soit 54,4% des répondants) et de l'entraide / la solidarité (88 citations soit 48,4% des répondants) (Tableau 3). Un quelconque impact de l'âge des répondants sur ces choix n'est pas significatif au seuil de 5%. Par contre, si l'on analyse l'impact du genre des répondants sur les réponses, pour les hommes la démocratie et la laïcité sont surreprésentées et pour les femmes c'est la piété / la foi.

Tableau 3 - Parmi les valeurs suivantes, choisissez en 3 auxquelles vous attachez le plus d'importance

Valeur	Nombre de citations	% du nombre d'observations
La confiance	127	69,8%
L'amour	99	54,4%
L'entraide / la solidarité	88	48,4%
La démocratie	72	39,6%
L'amitié	53	29,1%
La laïcité	52	28,6%
La piété / la foi	33	18,1%
La charité	14	7,7%
Non réponse	1	0,5%

¹¹ http://www.worldvaluessurvey.org/wvs/articles/folder_published/survey_1990/files/root_q_1990.pdf

¹² La présente recherche est menée avec le soutien technique et logiciel de la société Le Sphinx (www.lesphinx.eu). Nous la remercions.

Les personnes interrogées déclarent également qu'elles attachent beaucoup d'importance à la formation (moyenne de 4,72/5) et aux amis (moyenne de 3,99/5 (Tableau 4)).

Tableau 4 - Indiquez pour chacune des propositions suivantes si cela à de l'importance pour vous

	Moyenne	Écart-type
Formation	4,72	0,59
Amis	3,99	0,91
Travail	3,71	0,76
Famille	3,68	0,8
Loisirs	3,37	0,78
Bénévolat / monde associatif	3,18	0,91
Politique	2,46	1,12
Religion	2,41	1,26

Valorisation des échelons : 1 = sans importance ; 2 = peu important ; 3 = assez important ; 4 = important ; 5 = très important. Réponses effectives = 180. Taux de réponse = 98,9%.

Si la religion arrive en dernière position dans le classement (le score est moyen (2,41/5)), 117 personnes se déclarent musulmanes, 13 athées, 2 chrétiennes et 63 laïques (plusieurs réponses étaient admises pour cette question).

Les réponses concernant la confiance dans les personnes nous montrent un véritable déficit de confiance envers les hommes politiques puisque sur une échelle allant de « pas du tout confiance » (= 1) à « totalement confiance » (= 5), la moyenne est de 1,27/5 pour les hommes politiques au niveau central et 1,44/5 pour les hommes politiques au niveau local (Tableau 5). Ce sont logiquement les personnes appartenant à nos groupes primaires en qui l'on fait confiance (moyenne de 4,62/ 5 pour la famille et de 3,41/5 pour les amis). Concernant les comités de village ou comités de quartiers, une distinction entre les deux nous aurait peut être permis de différencier les moyennes. On peut penser que dans les zones rurales la moyenne aurait été supérieure.

Tableau 5 – En qui faites-vous confiance ? (de « Pas du tout confiance à « Totalement confiance »)

	Moyenne / 5	Écart-type	Min.	Max.	Taux de réponse
Les hommes politiques au niveau central	1,27	0,58	1	4	98,9%
Les hommes politiques au niveau local	1,44	0,70	1	4	98,9%
Les membres de mon comité de village ou de quartier	2,34	1,13	1	5	98,9%
Les habitants de mon quartier ou de mon village	2,45	0,98	1	5	100%
Mes collègues de travail	2,55	0,95	1	5	95,1%
Mes connaissances	2,90	1,11	1	5	98,4%
Mes amis	3,41	1,01	1	5	97,3%
Ma famille	4,62	0,8	1	5	99,5%

Valorisation des échelons : 1 = pas du tout confiance ; 2 = plutôt pas confiance ; 3 = moyennement confiance ; 4 = plutôt confiance ; 5 = totalement confiance. Alpha de Cronbach = 0,69

Concernant les institutions, le déficit de confiance est criant. L'État central (moyenne de 1,53/5) et la Wilaya (moyenne de 1,59/5) obtiennent un niveau de confiance moyen très faible (Tableau 6). Le coefficient de corrélation entre le niveau de confiance dans l'État central et le niveau de confiance dans la Wilaya est de 0,83. Les personnes interrogées accordent plus de confiance aux institutions relevant de la tradition (comités de village ou de quartier (moyenne de 2,49/5)) et aux comités d'autodéfense (moyenne

de 2,12/5 contre 2,08/5 pour l'armée, 2/5 pour la police et 1,97/5 pour la gendarmerie) qu'aux institutions relevant de l'État. Le niveau de confiance dans la police est fortement corrélé au niveau de confiance dans la gendarmerie ($r = 0,9$). L'impact de l'âge ou du genre sur les réponses n'est pas significatif.

Tableau 6 – En quelles institutions faites-vous confiance ? (de « Pas du tout confiance à « Totalemment confiance »)

	Moyenne /5	Écart-type	Min.	Max.	Taux de réponse
L'État central	1,53	0,93	1	5	97,3%
La Wilaya	1,59	0,89	1	5	97,8%
Le système judiciaire algérien	1,64	1,01	1	5	98,4%
L'assemblée populaire communale (APC)	1,74	0,89	1	5	98,9%
Le système éducatif algérien	1,77	1,06	1	5	99,5%
La gendarmerie	1,97	1,22	1	5	99,5%
La police	2,00	1,23	1	5	97,3%
Le système de protection sociale algérien	2,01	1,04	1	5	98,9%
L'armée	2,08	1,29	1	5	97,3%
Les comités d'autodéfense	2,12	1,19	1	5	98,9%
Les comités de village ou de quartier	2,49	1,20	1	5	98,9%
Valorisation des échelons : 1 = pas du tout confiance ; 2 = plutôt pas confiance ; 3 = moyennement confiance ; 4 = plutôt confiance ; 5 = totalement confiance. Alpha de Cronbach = 0,90					

Ce déficit de confiance dans les institutions est certainement à relier en partie à la perception de la corruption. Le niveau de perception de la corruption est particulièrement fort dans les institutions de proximité (moyenne de 3,06/5 pour la Wilaya et 2,84/5 pour l'APC (Tableau 7)).

Tableau 7 - Comment percevez-vous l'état de la corruption dans votre pays aux différents niveaux suivants ? (de « pas du tout corrompu » (=1) à « totalement corrompu » (=5))

	Moyenne / 5	Écart-type	Min.	Max.	Taux de réponse
Wilaya	3,06	1,13	1	4	92,2%
APC	2,84	0,98	1	4	94,9%
État central	2,77	1,27	1	4	90,3%
Comités de village / quartier	1,94	0,90	1	4	97,6%
Valorisation des échelons : 1 = pas du tout corrompu ; 2 = un peu corrompu ; 3 = moyennement corrompu ; 4 = très corrompu ; 5 = totalement corrompu. Alpha de Cronbach = 0,87					

70,9% des 182 personnes interrogées (avec un taux de réponse de 98,4%) déclarent faire plus facilement confiance aux membres de leur famille qu'à des personnes extérieures au cercle familial. L'étude des *verbatim* est intéressante, le thème des liens du sang ressortant 9 fois (« à cause des liens du sang qui nous unissent », « on partage le même sang, le même honneur, la même mentalité », « les liens du sang ne trompent pas et ne trahissent pas non plus »...). Le thème de la trahison est également évoqué : « ils ne vont pas trahir ma confiance »... La confiance se développe ici dans le cas de l'affection mutuelle dont parle Dasgupta (2010, 53-54). 53,7% des 182 répondants déclarent faire plus facilement confiance aux personnes vivant dans la

wilaya de Tizi-Ouzou qu'aux personnes vivant en dehors de cette wilaya (avec un taux de réponse de 97,3%). Concernant ces personnes, le thème de la « kabyllité » et de la proximité des valeurs est parfois évoqué : « [...]on a la même culture et les mêmes traditions kabyles », « vue mon origine kabyle [...], j'ai peur d'être trahi par ceux qui ne le sont pas », « vue mon origine kabyle je préfère faire confiance aux gens de ma wilaya », « on partage un passé commun et un avenir commun », « on partage la même façon de voir les choses », « la proximité des valeurs », « la même culture »... Nous sommes pour le cas des derniers exemples dans le cas de la disposition pro-sociale (Dasguta, 2010, 53-54). Les personnes qui, *a contrario*, déclarent qu'elles ne font pas plus confiance aux personnes résidant dans leur wilaya qu'aux autres développent des arguments du type : « on est tous des algériens et frères », « que la personne soit en dehors de la wilaya ou en dehors du pays, la confiance reste une confiance, l'amitié n'a pas de frontières », « le critère de la wilaya n'a pas de sens en l'occurrence »...

Nous leur avons également demandé si, dans le cadre d'une création personnelle d'entreprise, ils prendraient en priorité un associé membre du cercle familial. À cette question, 66,9% répondent qu'ils prendraient plutôt un membre de leur famille (avec un taux de réponse de 97,8%). Ce résultat est sans doute à relier au mode de financement familial des entreprises. Nous avons à nouveau posé cette question mais par rapport à une personne de leur wilaya de résidence. Dans ce dernier cas, 59,4% indiquent qu'il leur est indifférent que leur associé ne soit pas de la même wilaya de résidence. Nous leur laissons également la possibilité d'expliquer leur choix grâce à une question ouverte. Sur les personnes qui ont explicité ce choix, il ressort des réponses obtenues que c'est la compétence et non l'origine de la personne qui compte. Si l'on préfère quelqu'un de sa wilaya en cas de création d'entreprise c'est aussi pour des raisons de proximité et non pas forcément de culture partagée. Ces résultats ne vont pas dans le sens d'un enfermement de type communautaire qui pourrait avoir un impact sur le développement.

Enfin, afin d'avoir une indication du niveau d'optimisme ou de pessimisme quant à l'avenir de leur pays, nous leur avons enfin demandé s'ils souhaiteraient dans le futur étudier ou vivre dans un autre pays que l'Algérie : 129 personnes ont répondu par l'affirmative, 45 par la négative et 8 n'ont pas répondu à cette question. Ces résultats dénotent un climat de pessimisme élevé par rapport à la situation de leur pays (cf. Tableau 8).

Tableau 8 – Dans l'avenir souhaiteriez-vous étudier ou travailler dans un autre pays que l'Algérie

	Non réponse		Oui		Non	
	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.
Non réponse	0	0	2	100	0	0
Etudiant(e)	3	3,6	59	70,2	22	26,2
Sans emploi	0	0	12	85,7	2	14,3
Agriculteurs exploitants	0	0	0	0	0	0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	1	5,6	12	66,7	5	27,8
Cadres et professions intellectuelles supérieures	2	5,7	21	60	12	37,3
Professions intermédiaires	0	0	7	70	3	30
Employés	2	11,8	14	82,4	1	5,9
Ouvriers	0	0	2	100	0	0
Total	8		129		45	
P = 0,68 ; Khi2 = 11,11 ; ddl = 14 (Non significatif)						

CONCLUSION

En Kabylie, territoire vécu porteur d'une organisation informelle qui puise ses racines dans la tradition, l'« art de l'association » ou « la propension à créer des associations » est aussi l'expression de la territorialité. Dans les cas où le fonctionnement de l'État est mauvais et /ou lorsqu'il y a perte de confiance dans les institutions de l'État, les populations, en fonction de leur culture et de leur territoire, s'organisent pour trouver des solutions à leurs problèmes. En Kabylie, c'est la persistance d'une organisation sociale ancestrale (*taajmat*) sous-tendue par un certain nombre de valeurs (démocratie, entraide...) qui a parfois permis aux populations locales de surmonter leurs difficultés.

L'appartenance d'un Homme à une sub-culture particulière donne des informations sur la façon dont on espère qu'il va se comporter. Ainsi, l'on va s'attendre à ce que celui qui appartient à la même sub-culture que nous, sub-culture qui repose sur un certain nombre de valeurs fortes (solidarité, entraide...) se

comporte en *argaz* et l'on va lui faire confiance. La relation de confiance provient ici du fait que les personnes concernées vivent dans une réalité commune au sein de laquelle elles peuvent s'attendre à des comportements réciproques. La « société villageoise », fortement intégrée dans un ensemble normatif, est intériorisée par les personnes qui s'appuient sur cette appartenance pour accorder leur confiance. La confiance se développe dans le cas d'une disposition pro-sociale.

Concernant la « vraie confiance » telle décrite par Laurent (2012), si la confiance envers les personnes appartenant aux groupes primaires (famille et amis notamment) est forte, celle envers les hommes politiques est faible. La confiance envers les institutions est également très faible, notamment dans les institutions de proximité (Wilaya en particulier), ce qui peut s'expliquer en partie par la perception de la corruption. Concernant la « fausse confiance », la confiance en l'avenir, elle est particulièrement inquiétante puisqu'une grande majorité des personnes interrogées ont déclaré souhaiter étudier ou vivre un jour dans un autre pays que l'Algérie, et ce, qu'elles soient étudiantes ou en situation d'emploi.

Par contre, il ne semble pas y avoir de renfermement communautaire particulier qui pourrait nuire à la création d'entreprises et par suite à la dynamique territoriale. Les personnes interrogées indiquent en majorité (59,4%) qu'il leur est indifférent que leur associé ne soit pas de la même wilaya de résidence qu'eux dans le cas où ils créeraient une entreprise. Lorsqu'elles préfèrent un associé de leur wilaya, les raisons avancées peuvent simplement relever d'une préoccupation de proximité géographique.

BIBLIOGRAPHIE

ADLI Y., 2010-a, *Les efforts de préservation de la pensée kabyle aux XVIIIe et XIXe siècles, Tome 1*, L'Odysée édition, 254 p.

ADLI Y., 2010-b, « *Les efforts de préservation de la pensée kabyle aux XVIIIe et XIXe siècles, Tome 2* », L'Odysée édition, 239 p.

ALGAN Y. et CAHUC P., 2007, *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, éditions Rue d'Ulm, 100 p.

ANGEON V., CARON P. et LARDON S., 2006, « Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? », *Développement durable et territoire*, Dossier 7 Proximité et environnement, p.1-21 (<http://developpementdurable.revues.org/>).

ARROW R., 1999, "Observation on social capital", in DASGUPTA P. et SERAGELDIN I., 1999, *Social capital. A multifaceted perspective*, The World Bank, Washington, 424 p.

BANQUE MONDIALE, 2000, *Combattre la pauvreté. Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, 204 p.

BARET C., SOTO MACIEL A., 2004, « Apports et limites de la mesure du capital social en recherche en gestion des ressources humaines », Communication au congrès de l'AGRH, UQUAM, Montréal, Canada, 28 p.

BOURDIEU P., 1958, réédition 2012, *Sociologie de l'Algérie*, PUF, 140 p.

BOURDIEU P., 1980, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, janvier, p. 2-3.

BUCOLO E., 2004, « Capital social, pour un regard critique », Actes du colloque Le capital social organisé par le Groupe de recherche Innovation et Sociétés, Université de Rouen 6 février 2003, Cellule GRIS n°10, pp.69-80.

BURT R., 1995, « Le capital social, les trous structurels et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, XXXVI, p. 599-628.

CAMPS G., 2007, *Les Berbères. Mémoire et identité*, Actes Sud, Collection Babel, Arles, 350 p.

COLLIER P., 1998, *Social Capital and Poverty*, Social Capital Initiative WP N°4, The World Bank, Washington DC, USA.

COLEMAN J. S., 1988, "Social capital in the creation of human capital", *The American Journal of Sociology*, 94, S95-S120.

DASGUPTA P., 2010, « Une question de confiance : capital social et développement économique », *Revue d'économie du développement*, 2010/4, vol. 24, 47-96 p.

FAFCHAMPS M., 2007, "Development and social capital", University of Oxford, GPRG-WPS-007, 35 p.

HANOTEAU A., LETOURNEUX A., 1893, *La Grande Kabylie et les coutumes kabyles*, livre digital (<http://books.google.com>).

- HOUARD J. et JACQUEMAIN M., 2006, « Capital social et dynamique régionale », *Économie Société Régions*, Collection de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), Éditions De Boeck Universités, Bruxelles, 246 p.
- KAMANZI C, ZHANG X. Y., DEBLOIS L. et DENIGER M-A., 2007, « L'influence du capital social sur la formation du capital humain chez les élèves résilients de milieux socioéconomiques défavorisés », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 33, n°1, p. 127-145.
- LACOSTE-DUJARDIN C., 2001, « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie. La révolte de la jeunesse Kabyle pour une Algérie démocratique », *Revue de géographie et de géopolitique*, Hérodote, La Découverte, N°103 2001/4, p. 57-91.
- LACOSTE-DUJARDIN C., 2002, « Grande Kabylie. Du danger des traditions montagnardes », *Revue de géographie et de géopolitique*, Hérodote, La Découverte, N°107 2002/4.
- LALLEMENT M., 2003, « Capital social et théorie sociologique », *Le capital social*, actes du colloque organisé par le GRIS, Université de Rouen, p. 5-16.
- LACOSTE-DUJARDIN C., 2005, *Dictionnaire de la culture berbère en Kabylie*, La Découverte, 394 p.
- LAURENT E., 2012, *Économie de la confiance*, Collection Repères, La Découverte, 124 p.
- LOUDIYI S, ANGEON V, LARDON S., 2004, « Capital social et développement territorial. Quel impact spatial des relations sociales ? », mimeo, 16 p.
- MERCURE D., HARRICANE B., SEGHIR S., STEENHAUT A., 1997, *Culture et gestion en Algérie*, L'Harmattan, 185 p.
- NAVES M-C., 2003, « Démocratie, libéralisme et capital social. Une lecture de *Trust* de Francis Fukuyama », *Revue internationale de politique comparée*, vol 10, p. 477-488.
- PERRET C., 2010, « Capital social et Nuclei d'entreprises en Algérie », *Mondes en développement*, vol. 38-2010/1 n°149, p. 105-116.
- PERRET C., 2012, *Territoire, identité et savoir-faire ancestraux. La poterie kabyle*, collection Sciences Humaines Culture, Edilivre, Universitaire, 67 p.
- PERRET C., ABRIKA B., 2013, « Les systèmes de gouvernance traditionnels en Kabylie à la lumière du concept de capital social », colloque Tourisme, services et développement des Territoires en Méditerranée. Quelles stratégies pour un développement durable ?, Université de Jijel, 22 et 23 octobre 2013 (Algérie).
- PUTNAM R., 1995, « Bowling alone : America's declining social capital », *Journal of Democracy*, 6(1), p. 65-78.
- PUTNAM R., 1996, « La société civile en déclin : pourquoi ? et après ? », Centre canadien de gestion, Ottawa, mimeo.
- PUTNAM R., 2000, *Bowling alone: The collapse and revival of american community*. New York, NY : Simon and Schuster.
- PUTNAM R., LEONARDI R. et NANETTI R., 1993, *Making democracy work: civic institutions in modern Italy*, Princeton: Princeton University Press.
- SCHULLER G., 2004, « Économie et confiance. La confiance, un facteur indispensable mais complexe », mimeo, janvier, 41 p (<http://www.portstnicolas.org/la-plage/economie-et-justice-sociale/article/economie-et-confiance>).
- SIRVEN N., 2000, « Capital social et développement : quelques éléments d'analyse », Centre d'Économie du Développement, Document de travail n°57, Bordeaux, 26 p.
- SIRVEN N., 2003, « L'endogénéisation du rôle des institutions dans la croissance ou la (re)découverte du capital social », in BALLEST et GUILLON, *Regards croisés sur le capital social*, L'Harmattan, p. 57-90.
- SIRVEN N., 2004, « L'endogénéisation du rôle des institutions dans la croissance et la (re)découverte du capital social », *Le Capital social*, Actes du colloque organisé par le GRIS, Université de Rouen , 6 février 2003 avec la collaboration de CRIDA-LSCI, GEODE, CIRTAI, Cellule GRIS n°10, mars, p. 161-148.
- SOLOW R., 1999, « Notes on social capital and economic performance », in DASGUPTA P. et SERAGELDIN I., 1999, *Social capital. A multifaceted perspective*, The World Bank, Washington, 424 p.
- THIÉBAULT J-L., 2003, « Les travaux de Robert D. Putnam sur la confiance, le capital social, l'engagement civique et la politique comparée », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, p.341-455.
- TIRAN A., 1997, « Confiance sociale et confiance primordiale. En partant de Georg Simmel », in Bernoux Ph. et Servet J-M. (dir.), *La construction primordiale de la confiance*, Paris, Montchétien (<http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/11/77/99/PDF/confiance-Simmel-ATiran.pdf>).

PERRET C., ABRIKA B., « Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie », XXX^{èmes} Journées du développement ATM 2014, Ethique, entrepreneuriat et développement, Université Cadi Ayyad, Marrakech, 29-31mai 2014.

UPHOFF N., 2000, "Understanding Social Capital: Learning from the Analysis and Experience of Participation", p. 215-252 in DASGUPTA, P. AND SERAGELDIN I. ed., *Social Capital: A Multifaceted Perspective*, Washington, D.C. The World Bank.

WEBER, M., 1971, *Économie et société*, réédité en janvier 2003 aux éditions Pocket, collection Pocket Agora n°171, 410 p.

WOOLCOCK M., 2001, "The place of social capital in understanding social and economic outcomes", site de l'OCDE (<http://www.oecd.org/innovation/research/1824913.pdf>), 36 p.